

des émigrants et des réserves de devises étrangères, d'énormes déficits commerciaux, un chômage atteignant selon certains estimés le pourcentage élevé de 20 p. cent, une inflation de plus de 25 p. cent et une grave pénurie de logements.

Les sans-abri

Les réfugiés aggravent la crise du logement et de l'emploi et posent au Portugal ses premiers problèmes raciaux. Ces sans-abri créent tous les problèmes sociaux qui accompagnent l'arrivée inopportune et inattendue d'une masse de désœuvrés dans le cœur de Lisbonne d'où, chaque jour, ils affluent des hôtels luxueux mis à leur disposition par le gouvernement pour se rendre à la place Rossio maudire ce même gouvernement et proclamer leur haine des gauchistes. Voilà l'élément le plus pénible du présent et de l'avenir portugais. La prolifération des partis réactionnaires, d'une police paramilitaire et de « Brigades de la justice », de gangs des rues et du crime font présager de nombreux désagréments futurs.

Toutefois, à moins d'un soulèvement, les institutions politiques pourraient rester en place pendant les prochaines années. Deux élections en 1976 ont restitué une Assemblée nationale et un président élu directement. Les résultats de ce scrutin n'ont surpris personne. Lors des élections législatives, le Parti socialiste a conservé sa position de favori, mais il a accusé une légère baisse en recueillant 35 p. cent des suffrages. Les démocrates populaires (libéraux) ont légèrement progressé en récoltant 26 p. cent des voix tandis que les Démocrates centristes (conservateurs) ont doublé leur pourcentage pour atteindre 16 p. cent des suffrages et ont ainsi remplacé les Communistes au troisième rang. Le Parti communiste a obtenu 2 points de plus, ce qui lui a donné 14½ p. cent, mais il s'est retrouvé en quatrième position. Mario Soares, leader des socialistes, a refusé de diriger une coalition et a été autorisé par le président à former un gouvernement minoritaire, qui n'a à s'appuyer que sur un seul des trois autres grands partis pour emporter la majorité à l'Assemblée nationale.

Lors des élections présidentielles de juin, le général Ramalho Eanes, ancien chef de l'état-major, a bénéficié de l'appui des trois partis non communistes et a facilement remporté la victoire, en recueillant 62 p. cent des voix. Les candidats non partisans, le major Carvalho et le

premier ministre sortant éprouvé, José Pinheiro de Azevedo, se sont classés deuxième et troisième tandis que le candidat communiste, Octavio Pato, obtenait la quatrième place avec seulement 7½ p. cent des suffrages, soit la moitié de ceux qu'avait recueillis son parti lors des élections législatives précédentes.

Retour à la discipline

Le président Eanes (le justicier?) a exprimé sa détermination de rétablir la discipline. Voilà une promesse inquiétante si cela signifie faire rouler des têtes et rouvrir les prisons (où seraient encore détenus de 1 000 à 2 000 prisonniers politiques qui sont en majorité des perdants de l'ancien régime).

Il est toutefois permis d'envisager l'avenir avec optimisme. Le président Eanes, militaire de carrière jouissant d'une excellente réputation, ne semble pas vouloir faire le jeu de la droite vengeresse ou de la gauche aventureuse. Il faut donc s'attendre à ce que le temps des flirts soit révolu pour le MFA lui aussi, ce qui donnerait à Mario Soares et à son gouvernement minoritaire une chance de panser les plaies économiques, tandis que les plaies sociales se cicatrisent d'elles-mêmes, quitte, peut-être, à être soignées plus tard.

La faiblesse économique est de loin le plus grand mal dont souffre le Portugal. C'est également le seul susceptible d'être soulagé par des amis étrangers. Mais, une fois que les cadeaux et les prêts auront produit leur effet palliatif, il restera presque tout à faire. C'est à ce moment qu'un pays comme le Canada peut se montrer utile. Il y a le commerce, des poissons à attraper et des vins à acheter. Le Canada peut également, d'une façon bien à lui, venir en aide à ce pays surpeuplé et éprouvé. Le Portugal paie aujourd'hui le prix pour s'être piqué au jeu européen de l'« Empire » et ne pas s'en être retiré à temps. Nous sommes tous à un moment ou à un autre entrés dans ce jeu et nous ne devrions peut-être pas rester là à regarder l'agonie du Portugal, car il porte le fardeau de notre passé à tous. Pourquoi ne pas prêter l'oreille à ce que de nombreux Portugais ont déjà proposé, à savoir accueillir certains des *retornados* qui entravent les efforts de reconstruction du Portugal, même s'ils ne sont pas des « réfugiés » au sens technique du terme? Ce serait un geste bien modeste à l'endroit d'un peuple honnête qui a tant souffert.